



**La France avait fait du G5 Sahel le dossier clé de sa présidence du conseil de sécurité mais elle n'a toujours pas réussi à faire plier son allié américain. Lors d'une réunion lundi 30 octobre consacrée à un soutien de l'ONU à cette force antiterroriste africaine, Washington a préféré annoncer une aide bilatérale conséquente de 60 millions de dollars. Mais les Etats-Unis refusent toujours d'accéder à la demande du secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, des cinq pays du Sahel, de la France et d'une majorité du Conseil de sécurité d'autoriser un soutien de l'ONU. Paris estime cependant qu'il y a eu une inflexion dans la position américaine.**

Sur le fond, l'inflexion est notable. Washington menaçait de mettre son veto au mois de juin dernier si l'ONU finançait **cette force du G5 Sahel**. Quatre mois plus tard, l'annonce de cette aide de 60 millions de dollars prouve que les Américains reconnaissent l'urgence de rétablir la sécurité dans la région et cela d'autant plus qu'ils **ont perdu quatre hommes des forces spéciales** début octobre.

Mais c'est sur la forme que Washington s'oppose à l'ensemble de ses partenaires du Conseil de sécurité et des pays membres du G5 Sahel. Les Américains refusent que cet argent soit investi dans le circuit onusien. Washington préfère donner une aide directe sans préciser comment ces fonds seront divisés entre le Mali, le Burkina Faso, la Mauritanie, le Niger et le

## Les Etats-Unis octroient 60 millions de dollars d'aide au G5 Sahel

Écrit par rfi

Mardi, 31 Octobre 2017 09:52

---

Tchad.

Au sortir de la réunion, Jean-Yves Le Drian, le ministre des Affaires étrangères français, a tout de même estimé **qu'une porte restait ouverte pour aboutir à un compromis**. Il a annoncé que Paris travaillerait à une nouvelle résolution pour permettre à la Minusma, la mission de l'ONU au Mali, d'aider logistiquement et opérationnellement le G5, notamment à travers des évacuations médicales ou du réapprovisionnement en fuel.

Je me réjouis de l'intervention de soutien américaine.  
Affaires étrangères français  
0-2017 - Par

Marie Bourreau

Jean-Yves Le Drian, ministre des  
30-1

On est bien loin des recommandations du secrétaire général de l'ONU qui appelait les Etats membres à être ambitieux et qui préconisait la création d'un bureau régional des Nations unies pour le Sahel.